

N° 1924.

GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET HAITI

Echange de notes établissant un
modus vivendi commercial entre les
deux pays. Port-au-Prince, le
25 février 1928.

GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND HAYTI

Exchange of Notes for the Establish-
ment of a Commercial *modus vivendi*
between the two Countries. Port-
au-Prince, February 25, 1928.

N^o 1924. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE EN GRANDE-BRETAGNE ET LE GOUVERNEMENT HAITIËN ÉTABLISSANT UN « MODUS VIVENDI » COMMERCIAL. PORT-AU-PRINCE, LE 25 FÉVRIER 1928.

Texte officiel français et anglais communiqué par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 11 janvier 1929.

No. 1.

MR. EDWARDS TO M. CAMILLE LÉON.

BRITISH LEGATION.

PORT-AU-PRINCE, *February 25, 1928.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

It being the desire of His Britannic Majesty's Government in Great Britain and the Government of the Republic of Hayti to establish close commercial relations between Great Britain and Northern Ireland and Hayti, I have the honour to refer to the proposals which I submitted to your Department by my letter of the 27th December last to place on record the mutual understanding between the two Governments which has been arrived at and is to the effect that in respect of import and export duties and other duties and charges affecting commerce, as well as in respect of transit, warehousing and other facilities, and the treatment of commercial travellers' samples, Great Britain and Northern Ireland will accord to Hayti, and Hayti will accord to Great Britain and Northern Ireland, unconditional most-favoured-nation treatment, and that in matters of licensing or prohibitions of import and export each country, so far as it at any time maintains such a system, will accord to the commerce of the other treatment as favourable with respect to commodities, valuations and quantities as that which may be accorded to the commerce of any other foreign country.

In particular it is understood that :

No higher or other duties shall be imposed on the importation into or disposal in Great Britain and Northern Ireland of any articles the produce or manufacture of Hayti than are or shall be payable on like articles, the produce or manufacture of any other foreign country ;

No higher or other duties shall be imposed on the importation into or disposal in Hayti of any articles the produce or manufacture of Great Britain and Northern Ireland than are or shall be payable on like articles the produce or manufacture of any other foreign country ;

No. 1924. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN HIS BRITANNIC MAJESTY'S GOVERNMENT IN GREAT BRITAIN AND THE HAYTIAN GOVERNMENT FOR THE ESTABLISHMENT OF A COMMERCIAL "MODUS VIVENDI". PORT-AU-PRINCE, FEBRUARY 25, 1928.

French and English official texts communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office. The registration of this Exchange of Notes took place January 11, 1929.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

M. EDWARDS A M. CAMILLE LÉON.

LÉGATION BRITANNIQUE.

PORT-AU-PRINCE, le 25 février 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Le Gouvernement de Sa Majesté en Grande-Bretagne et le Gouvernement de la République d'Haïti étant animés du désir d'établir d'étroites relations commerciales entre la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, d'une part, et Haïti, d'autre part, j'ai l'honneur de me référer aux propositions que j'ai soumises à votre Département, par ma lettre en date du 27 décembre dernier pour confirmer l'entente intervenue entre les deux gouvernements et d'après laquelle, relativement aux droits d'importation, d'exportation, et autres droits et charges auxquels le commerce est assujéti, de même qu'en ce qui concerne le transit, l'entreposage et autres facilités, et le régime applicable aux échantillons des voyageurs de commerce, la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord accorderont à Haïti, et Haïti accordera à la Grande-Bretagne et à l'Irlande du Nord, inconditionnellement, le traitement de la nation la plus favorisée, et, en matière de licences et de prohibitions d'importation et d'exportation, chacun des deux pays, aussi longtemps qu'il maintiendra un tel régime, accordera au commerce de l'autre, pour les marchandises, évaluations et quantités, un traitement aussi favorable que celui qui pourra être accordé au commerce de tout autre pays étranger.

Il est spécialement entendu que :

A l'occasion de l'importation ou de l'emploi en Grande-Bretagne et en Irlande du Nord de tous articles produits ou fabriqués à Haïti, il ne sera pas perçu de droits plus élevés ou autres que ceux auxquels les articles analogues, produits ou fabriqués dans tout autre pays étranger, sont ou seront assujéttis ;

A l'occasion de l'importation ou de l'emploi à Haïti de tous articles, produits ou fabriqués en Grande-Bretagne et dans l'Irlande du Nord, il ne sera pas perçu de droits plus élevés ou autres que ceux auxquels les articles analogues produits ou fabriqués dans tout autre pays étranger sont ou seront assujéttis.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Similarly, no higher or other duties shall be imposed in Great Britain and Northern Ireland or in Hayti on the exportation of any articles to the other than are payable on the exportation of the like articles to any other foreign country ;

Every concession with respect to any duty, charge, or regulation affecting commerce now accorded or which may hereafter be accorded by Great Britain and Northern Ireland or by Hayti by law, proclamation, order, decree or commercial treaty or agreement to any foreign country will become immediately applicable, without request and without compensation, to the commerce of Hayti and of Great Britain and Northern Ireland ;

The present arrangement does not, however, relate to :

(1) Prohibitions of a sanitary character or designed to protect human, animal or plant life, or regulations for the enforcement of police or revenue laws.

(2) The treatment which Hayti accords or may hereafter accord to the commerce of the Dominican Republic.

The present arrangement shall become operative on March first, nineteen hundred and twenty-eight, and, unless sooner terminated by mutual agreement, shall continue in force for one year and thereafter until six months after notice of its termination shall have been given by either party.

I have, &c.

R. P. F. EDWARDS.

No. 2.

M. CAMILLE LÉON TO MR. EDWARDS.

SECRETARIERIE D'ÉTAT
DES RELATIONS EXTÉRIEURES.

PORT-AU-PRINCE, le 25 février 1928.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement haïtien accepte les conditions d'un *modus vivendi* commercial entre la République d'Haïti et le Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, telles que ces conditions sont stipulées dans vos lettres des 27 décembre 1927 et 25 février de cette année.

Je vous confirme, en conséquence, l'entente intervenue entre nous, d'après laquelle, relativement aux droits d'importation, d'exportation, et autres droits et charges auxquels le commerce est assujetti, de même qu'en ce qui concerne le transit, l'entreposage et autres facilités, et le régime applicable aux échantillons des voyageurs de commerce, Haïti accordera à la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, et la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord accorderont à Haïti inconditionnellement le traitement de la nation la plus favorisée, et en matière de licences et de prohibitions d'importation et d'exportation, chacun des deux pays, aussi longtemps qu'ils maintiendront un tel régime, accordera au commerce de l'autre, pour les marchandises, évaluations et quantités, un traitement aussi favorable que celui qui pourra être accordé au commerce de tout autre pays étranger.

De même, ni en Grande-Bretagne et dans l'Irlande du Nord, ni à Haïti, il ne sera perçu, à l'occasion de l'exportation d'articles quelconques à destination de l'autre pays, de droits plus élevés ou autres que ceux qui sont payables à l'exportation d'articles analogues à destination de tout autre pays étranger.

Toute concession relative à un droit, une charge ou un règlement quelconque en matière de commerce, que la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord ou Haïti ont accordée ou qu'elles pourront ultérieurement accorder à tout autre pays étranger, en vertu d'une loi, ordonnance, ordre, décret, ou d'un traité ou accord commercial, deviendra aussitôt applicable, sans qu'il soit besoin de demande ou de compensation, au commerce d'Haïti et de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord.

Le présent arrangement ne vise cependant pas :

1^o Les prohibitions d'ordre sanitaire ou destinées à protéger la vie humaine, animale ou végétale, ni les règlements édictés en vue de l'application des lois de police, ou des lois fiscales.

2^o Le traitement que Haïti accorde ou pourra ultérieurement accorder au commerce de la République Dominicaine.

Le présent arrangement entrera en vigueur le 1^{er} mars mil neuf cent vingt-huit, et, à moins qu'il ne soit dénoncé plus tôt, d'un commun accord, demeurera en vigueur pendant une année, et après ce délai, jusqu'à l'expiration de six mois à partir d'une notification par l'une ou l'autre partie mettant fin audit arrangement.

Veillez agréer, etc.

R. P. F. EDWARDS.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

2.

M. CAMILLE LÉON A M. EDWARDS

PORT-AU-PRINCE, *February 25, 1928.*

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

I have the honour to inform you that the Haytian Government accept the conditions for a commercial *modus vivendi* between the Republic of Hayti and Great Britain and Northern Ireland outlined in your letters of the 27th December 1927, and 25th February of this year.

I therefore place on record our mutual understanding to the effect that in respect of import and export duties and other duties and charges affecting commerce, as well as in respect of transit, warehousing and other facilities, and the treatment of commercial travellers' samples Hayti, will accord to Great Britain and Northern Ireland and Great Britain and Northern Ireland will accord to Hayti, unconditional most-favoured-nation treatment, and that in matters of licensing or prohibitions of import and export each country, so far as it at any time maintains such a system, will accord to the commerce of the other treatment as favourable with respect to commodities, valuations and quantities as that which may be accorded to the commerce of any other foreign country.

¹ Communiquée par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique.

¹ Communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office.

In particular it is understood that :

No higher or other duties shall be imposed on the importation into or disposal in Great Britain and Northern Ireland of any articles the produce or manufacture of Hayti than are or shall be payable on like articles the produce or manufacture of any other foreign country ;

No higher or other duties shall be imposed on the importation into or disposal in Hayti of any articles the produce or manufacture of Great Britain and Northern Ireland than are or shall be payable on like articles the produce or manufacture of any other foreign country ;

Similarly, no higher or other duties shall be imposed in Great Britain and Northern Ireland or in Hayti on the exportation of any articles to the other than are payable on the exportation of the like articles to any other foreign country ;

Every concession with respect to any duty, charge or regulation affecting commerce now accorded, or which may hereafter be accorded, by Great Britain and Northern Ireland or by Hayti by law, proclamation, order, decree or commercial treaty or agreement to any foreign country will become immediately applicable, without request and without compensation, to the commerce of Hayti and of Great Britain and Northern Ireland ;

The present arrangement does not, however, relate to :

(1) Prohibitions of a sanitary character or designed to protect human, animal or plant life, or regulations for the enforcement of police or revenue laws.

(2) The treatment which Hayti accords or may hereafter accord to the commerce of the Dominican Republic.

The present arrangement shall become operative on March first, nineteen hundred and twenty-eight, and, unless sooner terminated by mutual agreement, shall continue in force for one year and thereafter until six months after notice of its termination shall have been given by either party.

I have, etc.

Camille J. LÉON.